



# Le judaïsme en France en 2018

*En 2000 ans de présence, jamais le judaïsme de France n'y a été aussi florissant et, en même temps, il entre dans une période de forte anxiété qui font que beaucoup s'interrogent sa pérennité dans la longue durée.*



Ph. Alain Azria

**Par Jean-François Guthmann**

*Guernica 1976*

Chef de mission de contrôle général  
économique et financier (Hon.)

Président de l'Œuvre de Secours aux Enfants  
(OSÉ)

Administrateur de la Fondation pour la  
Mémoire de la Shoah

Membre du bureau exécutif du CRIF

**« Heureux comme Dieu en France ». Ce célèbre dicton yiddish est-il encore d'actualité ?**

Répondre à la question « quelle est la situation du judaïsme en France en 2018 ? » m'invite à une forme d'introspection. Pourquoi m'est-elle posée à moi, laïc, ancien élève, avec une carrière professionnelle axée principalement aux finances et personnellement engagé dans l'action sociale, et non pas à une autorité religieuse ? Je ferai donc une réponse, par essence subjective, et qui portera tant sur des considérations sociologiques de ce qu'on appelle « la communauté juive française » que sur ce que je perçois comme les ressentis et les questionnements, les craintes et les espérances, le vécu des juifs français

dans leurs relations à leur propre identité, à leurs relations à un environnement laïcisé, aux autres religions monothéistes, à une actualité internationale complexe et bien évidemment à la situation au Moyen-Orient.

**Jamais, en 2000 ans d'histoire, le judaïsme français n'a été aussi florissant.**

Décimés dans leurs chairs, les 200 000 juifs de France, survivants de la Shoah se sont reconstruits dans les années de l'après-guerre, avec une vigueur exceptionnelle : chacun dans son choix, religieux ou laïc, assumé ou assimilé a trouvé dans la France des années 50 et 60 un lieu de sérénité propice à la réalisation de ses projets personnels. Au total, la résilience – pour reprendre le



mot popularisé par Boris Cyrulnik – a été remarquable. Tout aussi étonnante ont été la persistance et la force de l'attachement à la France – son génie culturel, sa langue, ses valeurs républicaines – de ces survivants, alors que la folie criminelle de l'occupant avait été secondé par des Français, par l'État français de Vichy.

Le second défi majeur pour la Communauté juive de France a été l'intégration de près de 400 000 juifs fuyant le Maghreb, à la suite des indépendances de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc. Si les juifs d'Algérie étaient français depuis 1870 à la suite du décret Crémieux, ceux du Maroc et de Tunisie ont dû demander leur naturalisation.

Là aussi, cinquante ans plus tard, force est de reconnaître que l'intégration, dans son immense majorité, a été réussie. Les juifs sépharades ont apporté une vitalité et une joie de vivre « ensoleillée » à une communauté ashkénaze traditionnellement plus austère et encore marquée par le deuil. Aujourd'hui, la communauté juive serait à 75 % sépharade (originaire du bassin méditerranéen) et 25 % ashkénaze (venant d'Alsace et d'Europe centrale) et son effectif généralement estimé autour de 500 000 âmes. Ce chiffre est par construction imparfait, puisque, au grand dam des chercheurs académiques, les statistiques ethniques sont interdites en France, où le « fichier juif » a laissé de sinistres souvenirs.

Il fait de la Communauté juive de France, la première en Europe et la seconde dans le monde après les États-Unis (hors Israël). Des sociologues israéliens ont tenté de mener des analyses plus fines. Ils constatent sur les 20 dernières années, un regain de la pratique religieuse avec un « noyau dur » qui serait passé de 50 000 à 100 000 juifs « strict-observants », un deuxième cercle (dans lequel je me range !) de 150 à 200 000 juifs « traditionnels » qui participent de façon occasionnelle, religieuse ou non religieuse, à une activité liée à leur identité juive et un troisième cercle de personnes qui tout en assumant une judéité culturelle ne se reconnaissent

pas dans la pratique religieuse ou l'engagement communautaire.

### Ils évoquent par ailleurs, une baisse démographique de l'ordre de 100 000 âmes.

Cette décline serait liée à trois causes : la baisse du nombre d'enfants par famille, l'émigration à raison de 2 500 à 3 000 personnes par an (principalement vers Israël), avec des pics jusqu'à 7 500 (en 2015) liés au climat d'insécurité en France – dont des jeunes qui vont fonder une famille hors de France – et enfin l'assimilation et l'éloignement de tout lien avec le judaïsme.

Ce dernier point les conduit à estimer à 1,2 million le nombre de Français qui, sans se revendiquer comme juifs, auraient des origines ou des liens « personnels familiaux » avec le judaïsme (parents, grands-parents, conjoint ou compagnon,...). Ainsi, jamais dans l'histoire de France, la communauté juive n'a été aussi présente par le nombre ni active par la prolifération de lieux de culture ou de culte, de cercles d'études, d'écoles confessionnelles, d'associations sociales, de restaurants « cacher », jamais elle n'a été aussi portée par son dynamisme et son engagement dans la Cité.

### Pour autant, beaucoup de Français juifs ressentent de façon anxieuse un retour de l'antisémitisme et s'interrogent sur la pérennité du judaïsme de France dans la longue durée.

Là aussi plusieurs facteurs méritent d'être appréhendés. La parole antisémite est réapparue. À l'idéologie raciste d'extrême-droite s'est ajoutée une nouvelle forme d'antisémitisme qui recrute dans le radicalisme islamique et dans les mouvances complotistes d'extrême-gauche. À la faveur de l'Internet et des réseaux sociaux, le conflit du Moyen-Orient s'invite dans notre quotidien, les préjugés les plus grossiers et la parole antisémite sans filtre se répandent à une échelle et à une vitesse que les propos « de raison » ne peuvent que

bien difficilement talonner. Réapparaissent des slogans « Mort aux juifs » dans des manifestations sur la voie publique. Plus grave, le terrorisme islamique tue en s'en prenant à des cibles juives, dans une relative indifférence de l'opinion publique. Et celle-ci dans l'ignorance de l'histoire compliquée de cette région du monde, confond volontiers juif et israélien.

L'antisionisme devient alors le paravent légal d'un antisémitisme décomplexé.

La cohabitation dans les territoires est devenue plus problématique.

Dans les années 1960, les « nouveaux immigrants juifs » se sont installés là où on construisait : en banlieue parisienne, dans les périphéries des grandes villes et sur le littoral méditerranéen. Cinquante ans plus tard, l'ascension sociale s'est traduite pour un grand nombre par un exode des cités populaires vers des quartiers plus bourgeois. Les exclus de cette promotion sociale vivent aujourd'hui une cohabitation difficile avec de nouveaux voisins dans des cités qui, pour certaines, sont devenues des territoires perdus de la République.

Enfin la laïcité, dans son acception tolérante ouverte au fait religieux et à sa pluralité, est en fort recul dans une société française sécularisée et en perte de repères.

Ayant appris de leur statut d'éternel minorité à travers les temps et les géographies, que les agitations populaires étaient souvent l'antichambre de grandes souffrances, les français juifs sont en 2018, tout à la fois heureux et inquiets.

Fernand Braudel disait : « L'avenir ne se prévoit pas, il se prépare ». Le judaïsme étant un perpétuel optimisme, je reste persuadé que tous ceux, croyants ou agnostiques, qui en revendiquent une parcelle d'héritage ne rêvent que de continuer à en conjuguer les valeurs dans le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme.

Pour autant, le sentiment que l'émigration, et notamment vers l'État d'Israël puisse être un recours en cas de résurgence de vents mauvais, parcourt, à l'évidence les esprits. ■